

DECLARATION COMMUNE
CFDT/CGT/FO/UNSA/CCOO/UGT
POUR LES LIBERTES ET CONTRE LE TERRORISME

Face à l'intensification du terrorisme perpétré par ETA, les syndicats signataires :

- 🇫🇷 La Confédération française démocratique du Travail (CFDT), de France
- 🇫🇷 La Confédération générale du Travail (CGT), de France,
- 🇫🇷 La Confédération Générale Force Ouvrière (FO), France
- 🇪🇸 Les Commissions ouvrières (CCOO), d'Espagne,
- 🇪🇸 L'Union générale du Travail (UGT), d'Espagne,

déclarent comme suit :

1. La défense des droits humains et de la liberté des citoyens, ainsi que la lutte contre tout type de totalitarisme font partie des valeurs fondamentales des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Nous manifestons notre plus profonde solidarité à toutes les victimes du terrorisme, à leurs familles et à l'ensemble de la population affectée par celui-ci.

Nous nous engageons à mener, parmi les salariés du Pays-Basque, mais aussi dans l'ensemble de l'Espagne et de la France, toutes les initiatives nécessaires, afin de lutter contre le terrorisme de ETA, pour la défense des droits humains, la démocratie et l'Etat de droit.

2. La violence de ETA et des organisations qu'elle contrôle s'est surtout orientée, dans la dernière période, contre les membres reconnus et les représentants ou élus des partis politiques (PP et PSOE), ainsi que contre des journalistes et des membres des forces de l'ordre, sans qu'aucun acteur de la société ne soit épargné et ne soit à l'abri de cette agression intolérable. Il faut alerter l'opinion publique sur le fait que divers syndicalistes ont été assassinés et que des locaux syndicaux ont été l'objet d'attaques qui les ont gravement endommagés. De nombreuses personnes ainsi menacées parmi lesquelles des professeurs d'universités, des intellectuels et des artistes ont été contraints d'abandonner le Pays-Basque. L'exercice d'une violence criminelle se fait contre de simples citoyens dont le seul crime est de penser différemment de ETA. Ce sont des méthodes fascistes indignes et intolérables.

Le terrorisme de ETA et la violence qu'il engendre, sont utilisés comme instruments d'une action politique. Ils sont une forme inadmissible de totalitarisme destinée à empêcher l'exercice de la liberté et de la démocratie et à imposer aux citoyens et à la société basque un projet totalitaire.

En tant que membres de la Confédération européenne des Syndicats, nous mènerons en son sein et auprès de tous les syndicats d'Europe, ainsi que sur la scène internationale, une campagne d'information et de débat nécessaires afin que les salariés et les citoyens du Pays basque et tous ceux qui souffrent du harcèlement terroriste de ETA reçoivent le soutien et la solidarité nécessaires de la part des salariés et de l'ensemble du mouvement syndical international.

3. Nous exigeons de tous les partis politiques du Pays-Basque et d'ailleurs, qu'ils défendent leurs idées par des voies démocratiques et dans le cadre des systèmes politiques et institutionnels existants dans l'Union européenne, en France et en Espagne.

4. Nous demandons à toutes les organisations syndicales qui partagent les valeurs démocratiques de rompre leurs alliances avec les organisations syndicales, politiques et sociales qui œuvrent dans la mouvance de ETA.
5. Nous exigeons la dissolution de ETA. Les organisations politiques et sociales basques soucieuses de leur culture et de leur identité doivent défendre leurs projets politiques exclusivement par des voies démocratiques. Aucun projet politique ne saurait se réclamer légitimement de la démocratie par le biais d'exactions et d'assassinats.

Les projets politiques quels qu'ils soient sont respectables s'il s'inscrivent dans le débat d'idée et dans la perspective d'accéder au gouvernement. Le respect de la démocratie impose que cela se fasse dans le cadre des droits et moyens constitutionnels qui garantissent l'égalité entre les citoyens et favorisant un véritable débat contradictoire, dans la sérénité et la paix.

Cela ne donne que plus de force et de légitimité à tout projet de société.

Aucun objectif ne justifie en démocratie l'utilisation d'actions terroristes et d'assassinats pour légitimer celui-ci.

6. Nous, les organisations signataires qui avons toujours été des acteurs déterminés dans la lutte pour les libertés démocratiques et pour la défense des intérêts des travailleurs et des citoyens, adoptons cette déclaration car nous considérons que, dans les circonstances actuelles, nous devons agir à nouveau pour la défense des libertés et des droits humains fondamentaux.

28 mars 2001

Jose Maria FIDALGO
Secrétaire général
CCOO

Candido MENDEZ
Secrétaire général
UGT-E

Bernard THIBAUT
Secrétaire général
CGT

Nicole NOTAT
Secrétaire générale
CFDT

Marc BLONDEL
Secrétaire général
FO

Alain OLIVE
Secrétaire général
UNSA

Alain DELEU
Secrétaire général
CFTC